

New in the series "Studies of developing countries"

Peasant Mobility

The odds of life in rural Bangladesh

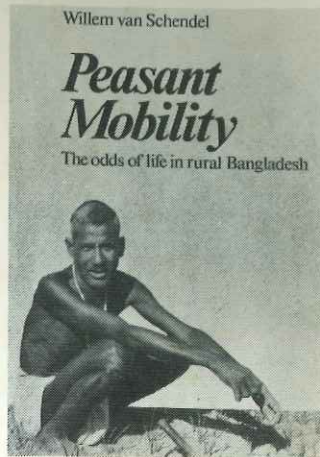
by Willem van Schendel

372 pages + maps

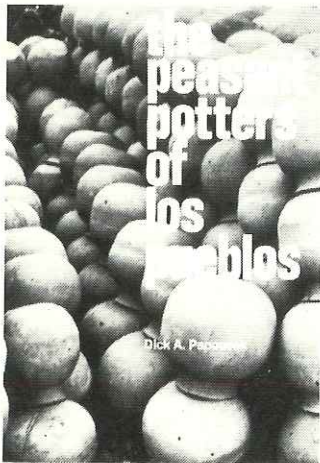
ISBN 90 232 1855 8

Price: Dfl. 61,00

(*Studies of developing countries, nr. 26*)



This book explores the dynamic aspects of peasantry, poverty and inequality in the context of Bangladesh society. It deals with peasant differentiation in Bangladesh and with the various processes, both long-term and short-term, underlying it. Combining historical, economic and social-anthropological data, the author examines the mechanism by which social and economic inequalities are maintained and reproduced.



The Peasant-Potters of Los Pueblos

Stimulus situation and adaptive processes in the Mazahua region in Central Mexico

by Dick A. Papousek

182 pages (illustr. + maps)

ISBN 90 232 1856 6

Price: Dfl. 37,50

(*Studies of developing countries, nr. 27*)

This book relates some remarkable developments in three pottery-making villages in Central Mexico. In 1967 the author had found the Indian Peasant-potters in a state of utter dependency with respect to the local intermediaries. In 1974 and 1976, to his surprise, he found not only many more potters than in 1967, but in the meantime a considerable number of potters had become the proud owner of a truck. Starting from the production process and using the theory of peasant economy to analyze his fieldwork, the author succeeds in presenting dynamic models of peasant behavior. These models of Limited Stimulus and Specific Stimulus Situation, however, may be of more general relevance.

Available through your bookseller or directly from the publishers

VAN GORCUM

Publishers and Printers



SOCIOLOGIA RURALIS

Journal of the European Society for Rural Sociology

Revue de la Société Européenne de Sociologie Rurale

Zeitschrift der Europäischen Gesellschaft für ländliche Soziologie

Special issue

XIth Congress of the European Society for Rural Sociology

Helsinki, August 9-15, 1981

DOMINATION ET SOCIÉTÉ RURALE

INDUSTRIALISATION ET CORPORATISME: LE CAS DE LA BEIRA MARITIME

par

NELSON LOURENÇO

Departamento de Sociologia, Faculdade de Ciências Sociais e Humanas, Universidade Nova de Lisboa, Portugal

La société portugaise reflète encore aujourd'hui les conséquences de cinquante ans d'une dictature dont le support idéologique était un corporatisme nationaliste et rural. Son évolution a accompagné la transformation de l'économie et l'emprise de plus en plus forte des nouveaux groupes sociaux. Ainsi, l'adoption à partir des années 1950 d'un modèle de croissance centré sur l'industrie est due à l'existence d'une bourgeoisie financière et industrielle de plus en plus influente. Ce serait pourtant une erreur de croire que la bourgeoisie rurale a perdu son influence politique; sa résistance à toute transformation agraire et le maintien de l'organisation corporatiste de ces deux types d'intérêts a de multiples conséquences. La plus significative en est celle qui caractérise les deux dernières décennies de l'économie portugaise (1953-1973): croissance industrielle et stagnation agricole. Les conséquences atteignent toute la société, mais les résultats sont plus durement ressentis dans le milieu rural.

Cet article voudrait contribuer à l'analyse des formes de domination qui agissent sur la société rurale, en prenant comme point de départ l'industrialisation et l'organisation corporatiste de l'agriculture. L'étude fait référence à une région particulière, la Beira Maritime.

CROISSANCE DE L'INDUSTRIE ET STAGNATION DE L'AGRICULTURE

A la fin des années 1950, l'accélération du processus d'industrialisation s'affirme; elle se maintiendra jusqu'à 1973, mais avec des rythmes différents. Le modèle de croissance économique adopté se fondait sur trois prémisses (Moura, 1969). On considérait le secteur industriel comme stratégique pour la mise en marche de l'économie. On estimait que l'effort pour l'industrialisation devait être laissé à l'initiative privée, dont l'efficacité s'était vérifiée pendant la Seconde guerre mondiale. Enfin, on affirmait la nécessité de créer des conditions favorables à

l'initiative privée par la protection douanière, une politique de bas salaires et de bas prix des matières premières, la construction par l'Etat des infrastructures dans le cadre des Plans de Développement. Mais le modèle a moins bien réussi que ses créateurs ne l'espéraient. L'industrialisation n'a pas entraîné les autres secteurs de l'économie nationale et n'a pas provoqué une augmentation significative du nombre des postes de travail. L'expansion des secteurs secondaires et tertiaires a par contre été accompagnée par la stagnation de l'activité agricole.

La structure de l'agriculture portugaise a été caractérisée, jusqu'à la Révolution de 1974, par une forte asymétrie régionale. Au Sud, dominaient les gros propriétaires, et la plupart des travailleurs étaient des salariés; au Nord, prédominaient les petits propriétaires, exploitant leurs domaines en fermage ou en métayage. Malgré l'annonce d'une «réforme agraire», désignée plus tard comme «réorganisation» et après comme «orientation agricole», entre 1958 et 1964, la politique agraire a maintenu son caractère traditionnel. Le démantèlement des latifundia et le remembrement de la toute petite propriété n'ont pas été réalisés à cause de l'opposition des groupes latifundiaires du Sud. A la fin des années 1960 en rapport avec la nouvelle phase du développement économique portugais, le discours sur la question agraire devient différent. On ne parle plus de réduire les latifundia mais de les transformer en entreprises économiquement viables. Cela correspond «à la superposition dans les campagnes du Sud du capitalisme agraire au latifundium, ce qui a signifié la fin de l'antagonisme existant à cette époque, au sein des classes dominantes, entre le capitalisme industriel et financier et les grands propriétaires agricoles» (Baptista 1981, p. 76). Quant aux minifundia, qui représentent la grande majorité des exploitations, on a tenté une politique de «modernisation des entreprises» qui semblait oublier la réalité agraire du pays (voire entre autres exemples, la politique de promotion laitière décrite ci après).

Avec le changement de régime, le 25 avril 1974, un processus de réforme agraire a été mis en oeuvre, bientôt limité aux régions d'Alentejo et Ribatejo, couvrant 40,9% du pays. Malgré des chocs violents entre le mouvement social des agriculteurs et le pouvoir politique, il a été suffisant pour détruire le système des grandes propriétés prédominant dans le Sud (Barros, 1979). Mais l'absence d'une politique visant à transformer l'ensemble de l'agriculture devait entraîner des conséquences graves pour l'économie nationale: difficultés de production, d'où le manque de biens alimentaires et de matières premières qui contribua à accroître l'inflation; impossibilité pour la majorité des exploitations agricoles d'acquérir les produits intermédiaires et les équipements nécessaires; stagnation des salaires agricoles et chômage camouflé (Moura, 1969).

Ce modèle de croissance économique prend un sens particulier situé face à l'organisation corporatiste qui a dominé la société portugaise jusqu'à 1974, privant les citoyens des libertés fondamentales et notamment de la liberté d'association. Pendant les cinquante ans de dictature (1926-1974), aucune organisation rurale, notamment coopérative et syndicale, n'a contribué à la modernisation de la société rurale et de l'activité agricole.

Le corporatisme a surtout marqué le domaine économique. C'est seulement en 1966 qu'il s'est élargi à d'autres aires avec la création de «corporations morales et culturelles». Pour le corporatisme économique, le fondement de la société et de l'Etat résidait dans la collaboration organique et permanente des classes et des divers groupes sociaux. Pour atteindre cet objectif, la Constitution de la République (1933) attribuait à l'Etat «le droit et l'obligation de coordonner et de régler d'en haut la vie économique et sociale». Ou, selon Pereira (1979, p. 23), «la solution corporative, par rapport au problème capital-travail, était l'élimination de l'agitation sociale».

Cet article ne peut pas comporter l'analyse du régime corporatiste portugais. Cependant, pour une meilleure compréhension de son évolution, il est important de rappeler la discussion initiale entre les thèses du «Corporatisme d'association» et celles du «Corporatisme d'Etat», polémique qui s'est soldée par le triomphe de ce dernier, l'Etat ayant assumé le contrôle de toute l'organisation corporative. Cette situation a d'ailleurs été favorisée par l'inexistence d'une bourgeoisie financière et industrielle. Les résistances de nombreux secteurs économiques, même les plus dynamiques, «à la modernisation des hommes, des méthodes ou de la production idéologique de l'appareil de l'Etat» (Pereira, 1979) qui caractérise, tout au moins à ses débuts, le consulat de M. Caetano, démontrent le bien fondé de cette affirmation. Toutefois, «dans l'organisation corporative portugaise, presque tout a commencé et a fini par ne pas être authentique» (Lucena 1978, p. 857).

L'organisation corporative dans le domaine rural a été réglée par une loi de 1937. Jusqu'à cette date, il n'existait que des organismes dont la vocation était l'exportation ou l'importation et le contrôle de ce qu'on appelait les secteurs en crise. A partir de cette année, l'organisation corporative est constituée par les Syndicats des Propriétaires (Grémios) auxquels les paysans devaient obligatoirement s'inscrire, dont les dirigeants étaient soumis à l'approbation du gouvernement et dont la dissolution était administrativement possible. Auprès des directions syndicales, les délégués du gouvernement possédaient un droit de veto suspensif jusqu'à la décision ministérielle. Les syndicats organisés par commune étaient associés en Fédérations d'Agriculture (Federações da

Lavoura) à portée régionale et dont quelques-unes se sont formées seulement dans les années 1960. Selon la loi, les «Grémios», en plus de leur fonction de représentation des intérêts agricoles, devaient remplir d'autres rôles expressément définis: promotion coopérative, promotion technique, garantie de la qualité des produits des associés, etc. Dans le fond, Syndicats de Propriétaires et Fédérations ont été un des moyens d'encadrement politique des agriculteurs, dominés par la bourgeoisie rurale¹ qui, pendant cinquante ans, a été un des supports du régime, contrôlés qu'ils étaient par des organismes d'Etat nommés «de coordination économique».

Dans cette situation, quelle a été l'action des coopératives agricoles? Leur apport a été limité. Leur implantation a été faible et même inexistante en maintes régions. Si, dans certains secteurs économiques, elles ont joué un rôle assez important, c'est parce que leur création était d'initiative officielle. Mais, du point de vue social, leur action a été nulle. Les coopératives ont toujours été considérées par les paysans, sauf exceptions, comme des corps étrangers contrôlés par des fonctionnaires. Elles étaient, dans le langage des paysans, «la coopérative de monsieur l'Ingénieur» (Espírito-Santo, 1980). Le fonctionnement des coopératives était lui aussi contrôlé par l'Etat qui devait donner son agrément aux dirigeants élus et nommait des délégués avec pleins pouvoirs auprès d'eux. Le développement des coopératives dépendait de l'organisation corporative et des organismes de coordination économique. Leur création n'a généralement pas été le résultat de la volonté des agriculteurs.

L'action coopérative attribuée par la loi aux «Grémios» était contradictoire, puisque les fonctions de l'organisation corporative doublaient celles que les coopératives pouvaient assumer, car le corporatisme d'association avait été délaissé au profit du corporatisme d'Etat. Organismes bureaucratiques contrôlés par les *caciques* locaux et soumis à l'appareil de l'Etat, les «Grémios» ne pouvaient nullement devenir les agents d'une coopération autonome et participante. Les coopératives qu'ils ont créées, dites «parallèles» ou «annexes», se trouvaient dans une situation de dépendance étroite et leur caractère coopératif n'était que formel. Elles n'existaient que dans la mesure où elles servaient les intérêts des «Grémios». Ainsi, par exemple, les facilités fiscales attribuées aux coopératives ont été la raison principale qui a incité les «Grémios» à créer des coopératives «parallèles».

Un autre résultat du conflit entre les différentes structures du corporatisme concerne l'action coopérative menée par quelques organismes de coordination économique. Les coopératives avaient pour but de réduire la bureaucratie de l'organisation corporative et, jusqu'à un certain point, d'affirmer leur situation de prédominance sur les «Grémios». Même dans ce cas, elles restèrent étrangères à la société rurale, parce qu'elles étaient soumises à la loi ou parce que leur création n'était

pas due à la volonté expresse des agriculteurs mais aux programmes d'action de quelques organismes de coordination comme celui du vin. Cependant, tous les organismes de coordination économique n'ont pas pris l'initiative de la promotion coopérative. Dans le cas du lait, l'organisme concerné, qui coordonnait aussi la production de la viande et de la laine, s'est toujours opposé à la coopérativisation du secteur, laissant les petits producteurs à l'abandon. C'est pourquoi le soutien apporté à la collecte du lait a été affecté à l'organisation corporative, alors que le soutien à l'industrie de transformation était acheminé vers les industriels.

Les industriels dominaient incontestablement l'organisme de coordination (Junta Nacional dos Produtos Pecuários). La coopérativisation de la production des petits agriculteurs leur permettait de passer, à brève échéance, à l'industrialisation. Dès lors, étant données ses règles de fonctionnement, le corporatisme dressait toute sorte d'obstacles à la coopérativisation. Cet exemple montre bien la situation difficile et conflictuelle des petits agriculteurs et de toute la société rurale.

CONFLIT ENTRE MOUVEMENT COOPÉRATIF ET ORGANISATION CORPORATIVE

Le conflit entre le mouvement coopératif et l'organisation corporative a été pratiquement limité à la région de Beira Maritime.² Ce sont les producteurs de lait qui ont pris les initiatives les plus décisives. Ici, les coopératives ont précédé l'organisation corporative; elles se sont situées dans une région à grand changement social et, par conséquent, moins susceptible d'accepter un corporatisme autoritaire. Le mouvement coopératif commence ici en 1924, avec une grève des producteurs de lait et la création de deux coopératives à Sever do Vouga. L'Union des Coopératives (União das Cooperativas de Entre-Douro e Vouga) se constituera en 1962, et ne fonctionnera vraiment qu'en 1967, à cause de difficultés techniques et financières. A la concurrence des industriels vient s'ajouter comme obstacle à leur action la politique développée à partir de 1964 octroyant la collecte du lait à l'organisation corporative. La rupture ainsi créée entre les coopératives et leurs coopérateurs a été un des coups les plus durs portés contre l'expansion du mouvement coopératif.

Mais le mouvement coopératif des producteurs de lait dans la Beira Maritime avait acquis un dynamisme propre que la lourde machine du corporatisme n'a pas réussi à arrêter. En 1971, à partir de l'ancienne Union a été créée l'União dos Produtores de Leite de Entre-Douro e Mondego couvrant toute la Beira Maritime. Elle prendra toute sa dimension avec la révolution de 1974. En tous cas, l'histoire récente du mouvement coopératif dans la région débute en 1971, avec l'installation

des salles de traite collective qui sont une importante innovation dont les conséquences économiques et sociales n'ont pas été encore complètement exploitées.³ Avec ces salles, les coopératives ont réussi à surmonter les difficultés de la dispersion de la production et à faciliter la collecte du lait dans les zones de minifundia. Un autre résultat a été l'amélioration de la qualité du lait.

Grâce aux salles de traite collective, le mouvement coopératif a contribué à défendre les petits agriculteurs contre la politique lancée par l'organisme de coordination économique qui réservait l'attribution des subventions aux seules exploitations produisant plus de 50 litres de lait par jour. Cette politique dite de «développement» ne favorisait qu'une petite partie des producteurs de la Beira Maritime et du littoral en 1980, 59% des exploitations laitières ne comptaient qu'une vache et 36,5% en comptaient de deux à cinq. Avec les salles de traite collective, même les petits producteurs ont pu bénéficier des subventions en se présentant comme des producteurs collectifs.

Soulignant le contraste entre l'action de l'Etat et le rôle coopératif, une étude sur la production laitière de la région indique: «quand on mettrait l'accent sur la dimension des exploitations, les petits producteurs ne pouvant pas répondre à l'obligation, abandonnaient ou abaissaient la production si les prix ne leur convenaient pas. Mais dès le moment où les coopératives ont commencé leur stratégie de développement de la production en créant de meilleures conditions de valorisation du lait pour les petits producteurs, ceux-ci ont su répondre tout de suite par une hausse de production» (Moreira 1979, p. 31). La croissance de la production depuis 1974 semble confirmer l'influence décisive du mouvement coopératif; entre 1974 et 1978 l'indice en est passé de 100 à 174,8

Ce processus couvrant une vaste région n'a été rendu possible que par l'association des coopératives dans une union. A partir de 1974, l'Union des Coopératives a l'exclusivité de la collecte du lait, mais elle est obligée de la réaliser et d'approvisionner les industries laitières. En assurant la collecte du lait dans toute sa région d'influence, même là où n'existent pas de coopératives, l'Union favorise la production mais elle connaît des coûts élevés de transport. Il y a d'ailleurs là un champ de conflits potentiels, les coopératives à forte densité étant obligées de compenser les prix élevés du transport pour les coopératives éloignées des centres de traitement⁴.

Dans le domaine de la transformation industrielle, l'Union a encore un long chemin à parcourir. En 1978, 7% seulement du lait était traité par elle, le reste était destiné à la consommation sous la forme de lait pasteurisé ou aux industries de produits laitiers (environ 40%). Mais la croissance de l'Union aboutirait à une diminution des livraisons aux industriels; or, ceux-ci sont trop puissants pour accepter une telle

concurrence. La manque de lait mènerait les entreprises à procéder de plus en plus à la collecte directe auprès des producteurs, pratique illégale, et à exercer des pressions sur le gouvernement pour demander la libéralisation de la collecte. Ce conflit conduirait à l'atomisation de l'offre et entraînerait la manipulation de tout le circuit du lait par les industriels.

INDUSTRIALISATION ET DOMINATION SOCIALE

Nous pouvons distinguer deux pouvoirs de domination sur la société rurale dans la période qui précède la révolution de 1974. Le premier est issu du corporatisme autoritaire qui a empêché toute liberté d'initiative et d'association chez les paysans; il a surtout bénéficié aux groupes les plus puissants à la campagne. Cette domination économique et politique a été exercée par les Syndicats de Propriétaires (Grémios). Il faut y ajouter la domination culturelle et idéologique exercée par les «Maisons du Peuple» (Casas do Povo), au service d'une politique visant à harmoniser les intérêts des différentes classes sociales; l'inscription des propriétaires agricoles et des salariés y était obligatoire. Un autre pouvoir de domination est lié au modèle de croissance économique au sein du système corporatif déjà mentionné.

Le binôme industrialisation – domination dans la période antérieure à 1974, s'il ne suffit pas à expliquer la situation de sous-développement de l'agriculture, donne néanmoins un cadre de référence pour comprendre la société rurale portugaise contemporaine et, notamment, la région de Beira Maritime. Il permet d'expliquer les relations de dépendance imposées à la société rurale. Domination économique d'abord, provenant de l'intégration progressive de l'agriculture, en amont et en aval, dans une économie nationale dont le secteur alimentaire est contrôlé par les intérêts non-agricoles; domination politique ensuite, par la soumission à un modèle de développement à la définition duquel la société rurale ne participe pas. Jusqu'en 1974, la politique des bas prix pour les produits agricoles visait à freiner les coûts des biens alimentaires pour maintenir les faibles salaires pratiqués dans l'industrie. Dans l'agriculture, la politique d'industrialisation a eu pour résultat d'écarter les agriculteurs et leurs organisations de la transformation industrielle de leurs produits.

Si le modèle de développement suivi au Portugal dès les années 1950, basé sur l'industrialisation, a contribué à améliorer le niveau de vie général, il a surtout bénéficié à la population urbaine. La différence du revenu des familles, le grand retard de l'extension de la sécurité sociale aux campagnes a augmenté les déséquilibres sociaux et régionaux.

Dans la période antérieure à 1974, la société rurale se caractérisait par la permanence d'une agriculture sous-développée, une productivité

assez faible, des prix politiquement contrôlés, l'absence d'infrastructures. La dégradation des conditions de vie à la campagne et l'incapacité de l'industrie à créer de postes de travail sont à l'origine du puissant courant migratoire entre 1960 et 1970, environ un million de migrants, près de 10% de la population. On a essayé timidement de corriger cette situation à la fin des années 1960, lorsque le manque de main-d'oeuvre et le dramatique vieillissement de la population deviennent une menace pour le modèle de croissance.

Le renversement du régime corporatif en 1974 et la crise économique mondiale ont mis en cause le modèle de développement. Cependant, jusqu'à maintenant, ni les politiques économiques, ni l'agrandissement des organisations coopératives ne semblent suffisantes pour changer les rapports de domination qui agissent contre l'agriculture.

NOTES

1. Le Conseil Général des «Grémios», organe suprême, élisait les bureaux directifs; il était composé par les vingt plus grands producteurs résidant dans la région et par des délégués choisis par les producteurs de la région; mais, pour assurer la domination de la bourgeoisie rurale, les premiers détenaient toujours le tiers des voix, au moins; le vote était rarement secret (Lucena, 1976).
2. La région de la Beira Maritime est située dans la zone où est concentrée l'activité industrielle. Elle s'étend du centre industriel de Porto-Braga, au Nord, jusqu'à Lisbonne-Setubal, au Sud. Cependant, il ne s'agit pas d'un espace continu et homogène; dans certaines zones l'activité agricole est dominante. L'agriculture à temps partiel est croissante; elle est liée aux nombreux minifundia (en 1968, les exploitations inférieures à 4 ha représentaient 90% du total) et à une croissance industrielle assurée par des entreprises très dispersées.
3. Les salles de traite collective constituent un des moyens utilisés par les coopératives pour diffuser les innovations techniques (Moreira, 1979).
4. Les coûts de la collecte du lait variaient, en 1979, entre 1,7 escudos par litre à Coimbra et 2,7 à Agueda et Anadia (Moreira, 1979).

REFERENCES

- BAPTISTA, F. O. (1981), Pequena Agricultura: Economia Agrária e Política Agrária (anos trinta- 1974), *Revista Crítica de Ciências Sociais*, 7/8, 59-80
- BARROS, A. DE (1979), A Reforma Agrária em Portugal: das ocupações das terras à formação das novas unidades de produção (Oeiras: Centro de Estudos de Economia Agrária)
- CALDAS, E. C. (1978), A Agricultura Portuguesa no Limiar da Reforma Agrária (Oeiras: Centro de Estudos de Economia Agrária)
- ESPÍRITO-SANTO, M. (1980), Comunidade Rural ao Norte do Tejo (Lisboa: Instituto de Estudos do Desenvolvimento)
- LUCENA, M. (1976), A Evolução do Sistema Corporativo Português. O Salazarismo (Lisboa: Perspectivas e Realidades)
- LUCENA, M. (1978), Sobre a Evolução dos Organismos de Coordenação Económica ligados à Lavoura, *Análise Social*, XIV (56), 817-862
- MOREIRA, M. B. (1979), Aspects du Secteur Laitier au Portugal (Grenoble: non publié)
- MOURA, F. P. (1969), Por onde vai a Economia Portuguesa (Lisboa: Publicações D. Quixote)

- PEREIRA, J. M. (1979), *Pensar Portugal Hoje, Os Caminhos Actuais do Capitalismo Português* (Lisboa: Publicações D. Quixote)
- SILVA, M. M. (1980), *A Política Industrial em Portugal e seus Efeitos no Emprego e na Repartição do Rendimento*, *Economia e Socialismo*, IV (51), 3-19

RÉSUMÉ

Le présent article analyse les conséquences, pour la société rurale, de l'application des modèles de développement économique adoptés au Portugal dans les dernières décennies, compte tenu de la complexité de la situation découlant, dans la période antérieure à la Révolution de 1974, de l'imposition par l'Etat de l'organisation corporative.

L'analyse du conflit entre le mouvement coopératif des producteurs de lait de la Région de Beira Maritime, d'une part, et l'organisation corporative et les industriels du lait, d'autre part, dans le cadre des modèles de développement alors adoptés, rend possible la définition des relations de domination agissant dans la société rurale. Cependant, l'analyse se poursuit dans la période immédiatement postérieure à la chute du régime corporatif dictatorial.

ABSTRACT

The article analyses the impact of economic development models applied to Portuguese rural society during recent decades. It takes particular account of the complicated situation which arose in the period before the 1974 revolution from the imposition by the State of a corporate organisation.

The analysis of conflict between the milk producers' cooperative in the Beira coastal region on one hand and the milk industry and corporate organisation on the other, makes it possible to define the relations of domination at work in rural society. This analysis is pursued for the period immediately following the downfall of the dictatorial corporate regime.

KURZFASSUNG

In dem Artikel werden die Auswirkungen ökonomischer Entwicklungsmodelle, die in den vergangenen Jahrzehnten auf die portugiesische ländliche Gesellschaft angewandt wurden, analysiert. Insbesondere wird die schwierige Situation betrachtet, die in der Periode vor der 1974er Revolution durch die Einführung einer korporativen gesellschaftlichen Organisation durch den Staat geschaffen wurde.

Die Analyse des Konflikts zwischen der Milcherzeugergenossenschaft in der Küstenregion Beira auf der einen Seite und der Milchindustrie und der entsprechenden Körperschaft auf der anderen Seite macht es möglich, die Herrschaftsbeziehungen innerhalb des Arbeitsprozesses in der ländlichen Gesellschaft zu bestimmen. Diese Analyse wird fortgeführt für die Periode, die unmittelbar dem Zusammenbruch des diktatorisch-korporativen Regimes folgt.